UFAP
UNSa Justice

Unie, Dynamique, tournée vers l'avenir !



# Un nouvel horizon pour les SPIP : Les conditions d'exercice

UNSa Justice
L'action utile !

**ÉLECTIONS**
Professionnelles
Du 3 au 10 décembre 2026

**JE VOTE UFAP UNSa Justice**




# Unie, Dynamique, tournée vers l'avenir !

**L'UFAP UNSa Justice se dresse face à la profonde crise de sens et managériale qui frappe les Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation (SPIP).**

Entre des méthodes de gestion archaïques et verticales, une charge de travail exponentielle, la surpopulation carcérale et une insécurité grandissante sur le terrain, nos conditions d'exercice ne cessent de se dégrader.

Face à une administration qui impose des logiques de flux au détriment de l'humain et du service public, **l'UFAP UNSa Justice** refuse la fatalité et porte un nouvel horizon pour les SPIP.

Notre engagement est clair : rompre avec la maltraitance managériale, libérer le temps de travail, refondre une cartographie adaptée aux réalités de terrain, garantir la sécurité de l'ensemble des personnels et défendre âprement nos métiers face aux menaces de précarisation et de privatisation.

Plus que jamais, **l'UFAP UNSa Justice s'engage pour exiger le respect, protéger les agents et bâtir l'avenir de tous les professionnels des SPIP.**









# I. Pas de quartier face à la maltraitance managériale !

**SPIP en crise RH et de sens, personnels en souffrance ...**

**Les managements archaïques, verticaux et maltraitants ne doivent plus avoir cours dans nos services !**

**L'UFAP UNSa Justice lutte au quotidien contre des managements autoritaires et violents. Les politiques de nos hiérarchies visant à « faire toujours plus avec moins de personnels » rendent la problématique quasi-structurelle avec des abus de pouvoir récurrents. L'avenir dans les SPIP est à la collaboration, à l'horizontalité, à l'empathie et à la reconnaissance du travail effectif des agents.**

**L'UFAP UNSa Justice revendique :**

- La **création d'une cellule de veille dans chaque DISP**
  En lien avec la formation spécialisée interrégionale, elles auront pour but de faire remonter des alertes et de permettre des visites ou des enquêtes pour prévenir les risques psycho-sociaux.
- La **promouvoir du dialogue social**
  Aucune organisation de service ne doit être imposée sans examen au CSA local et validée avec une majorité de représentants du personnel.
- La **promotion de l'horizontalité**
  Les réunions de service doivent redevenir des lieux d'échanges et de débats.
  D'autre part, les managers doivent favoriser l'autonomie de leurs agents et promouvoir une culture de la confiance.
- La **réactivation et la poursuite du groupe de travail sur les violences institutionnelles**
  La DAP doit faire de la lutte contre les managements délétères une priorité nationale.
- La **systématisation des sessions de formation pour les managers sur les techniques de communication non-violente (CNV) et les bonnes pratiques managériales**
  Ces formations doivent inclure des modules sur l'écoute active, la gestion des conflits et la reconnaissance des signes de stress et de mal-être chez les personnels.







# II. Organiser librement son temps de travail

**La vraie modernité au travail est de pouvoir optimiser son organisation au travail par rapport au temps libre. Dans le contexte de crise, avoir des marges de liberté sur son organisation de travail est une plus-value pour le bien-être des agents.**

**Toute heure de travail effectuée doit être payée ou récupérée.**

**L'UFAP UNSa Justice promeut l'individualisation du temps de travail tout en respectant l'équilibre des vies d'équipe sur les unités de travail dans les SPIP. L'administration doit entrer dans l'ère de la confiance.**

- **Télétravail pour tous**
  Respect à la lettre de la circulaire du 23/02/2024 portant sur les conditions et modalités de la mise en œuvre du télétravail au sein du ministère de la justice.
- **Fin des chartes des temps imposées de manière arbitraire et autoritaire**
  Respect de la validation annuelle en CSA local. Inscription systématique dans le cadre de la prévention des risques psycho-sociaux sur le registre santé et sécurité en cas de charte des temps imposées sans l'aval de la majorité des OS représentatives.
- Soutien à la réflexion et aux expérimentations d'une organisation de travail sur une **semaine de 4 jours** sur la base du volontariat.
- **Sanctuarisation du temps libre**
  Pas d'ouverture de SPIP le week-end et fin des « nocturnes » imposées aux agents dans certains SPIP rétrogrades.
- **Fin des heures écrêtées pour les agents en horaires variables**
  **L'UFAP UNSa Justice** est engagée dans un combat juridique de longue haleine pour mettre à bas cette injustice et cet archaïsme.
- **Fin des dispositions prises par la DGAP visant à obliger les agents à poser leurs récupérations**
  supplémentaires à la journée ou à la demi-journée.











## III. Renouveler la cartographie des SPIP

**C'est un vieux serpent de mer de la DGAP qui cache une vraie problématique. La liste des antennes de l'article D. 112-35 du code pénitentiaire mérite d'être réactualisée et corrigée à l'aune des évolutions marquantes et de la crise qui frappe actuellement les SPIP.**

**L'UFAP UNSa Justice revendique une nouvelle cartographie des SPIP adaptée aux aspirations et aux réalités de terrain face à l'obsolescence des textes.**

Cette nouvelle cartographie doit sécuriser les personnels, simplifier les organisations de service et rendre le service public accessible à tous.

**L'UFAP UNSa Justice revendique que :**

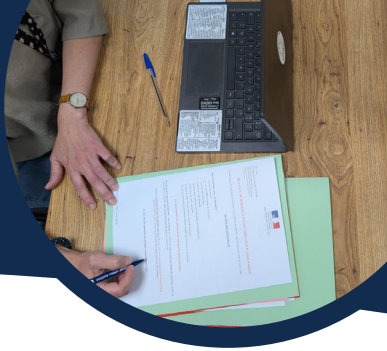
- Cette réflexion sur une **nouvelle cartographie** soit amorcée sans délai et soit mise à l'ordre du jour du CSA SPIP. Elle devra être le fruit d'un réel dialogue social.
- Cette cartographie soit accompagnée de véritables organigrammes pour chaque unité de travail en spip (MO, MF, siège, autre structure pénitentiaire d'intervention ...). Une **révision des effectifs de référence** s'impose pour tous les corps pour permettre la présence d'au moins un personnel administratif, d'un psychologue, d'un ASS et d'un directeur par antenne. Chaque établissement pénitentiaire doit pouvoir disposer d'au moins un coordinateur culturel.
- Toute évolution de la cartographie soit **validée en CSA local** avant d'être proposée au niveau national.
- Il soit mis **fin aux directions bidépartementales** pour restaurer une relation de proximité entre la direction du SPIP, ses agents et les différents partenaires du service.

## IV. Refonte du système pénitentiaire : vers des établissements spécialisés et adaptés

**Les maisons d'arrêts sont redevenues des dépôts de mendicité moyenâgeux où s'entassent le tout-venant pour le pire et surtout pour le pire. Les agents sont dépassés par la surpopulation carcérale**







**et les détenus végètent dans des conditions carcérales indignes. Nous revendiquons la création d'établissements adaptés et spécialisés à taille humaine pour retrouver de sérénité et de l'humanisme dans nos prisons face à un système en faillite totale.**

**L'UFAP UNSa Justice défend** l'idée de la création d'établissements adaptés aux problématiques des détenus. Inventons le système carcéral du XXIe siècle !

**L'UFAP UNSa Justice revendique les évolutions suivantes :**

- **Profiler, analyser pour mieux repérer les problématiques** face au constat d'échec des politiques de flux prenant insuffisamment en compte le profilage.
- Criminalité organisée, radicalisation, détenus violents, toxicomanie, désaffiliation sociale … les réponses doivent être **adaptées et individualisées.**
- **Mieux penser la « psychiatrisation » de la population pénale.** Depuis 2003, la fermeture de 5000 lits d'hôpitaux psychiatriques a rejailli sur nos détentions. Notre prise en charge n'est pas adaptée et n'est pas à la hauteur des besoins. *« Pour bon nombre de détenus atteints de troubles mentaux, la prison n'a aucun sens et elles errent en milieu pénitentiaire, compliquent la vie de codétenus et du personnel pénitentiaire sans être soignés de manière satisfaisante. »* Rapport du CGLPL 2024.
- L'échec relatif des SAS doit inciter à repenser notre action sur la **réinsertion active des détenus.**

# V. Travailler en sécurité

**La question de la sécurité dans les SPIP est occultée depuis trop longtemps. Nos directions ont trop souvent mis sous le boisseau des situations qui ont pourtant traumatisé nos collègues. Face à une population pénale devenue de plus en plus imprévisible et de plus en plus fragilisée par la multiplicité de ses problématiques, face aux phénomènes de violence à l'encontre des agents qui progressent en SPIP, l'heure n'est pas à la politique de l'autruche mais à la mise en place de mesures à la hauteur des enjeux.**

**L'UFAP UNSa Justice réclame** depuis longtemps une politique de sécurité ambitieuse et réellement protectrice pour les agents. Le déni doit cesser.







**L'UFAP UNSa Justice revendique :**

- Un **audit national sur l'immobilier des SPIP et leur sécurisation** pour moderniser le parc des SPIP.
- La **mise en œuvre effective des préconisations** du rapport Chauvet et de la circulaire de 2013 sur la sécurisation des SPIP.
- Le **binôme systématique pour tous les personnels et la sécurisation des déplacements** grâce aux moyens techniques modernes, pour toutes les interventions extérieures et les déplacements au domicile des PPSMJ.
- **Traçage de tout incident en SPIP** y compris les agressions verbales, avec des RETEX et des arbres des causes pour prévenir la réitération de faits violents. **Chaque agression doit être sanctionnée** et faire l'objet d'une réponse institutionnelle rapide.
- Préconisation d'un **budget dédié à la sécurisation des SPIP** dans le cadre du plan Marshall des SPIP *(cf. Un nouvel horizon pour les SPIP – Sens et pratiques professionnelles).*
- La **mise en œuvre de la convention nationale entre les Forces de Sécurité Intérieure (FSI) et les SPIP et une généralisation des conventions locales avec les FSI.** La sécurisation des SPIP et des établissements pénitentiaires doivent être une priorité politique de l'Etat qui a l'obligation légale de protéger ses agents.

# VI. Sécuriser nos métiers et nos parcours

**De nombreux agents se sentent insécurisés dans leur poste. Confrontés à une charge de travail exponentielle et à une absence de périmètre de leur action, frappés par des politiques précarisant la fonction publique et consacrant la concurrence des officines privées, les personnels doivent retrouver de la sérénité dans l'exercice de leurs missions.**

**L'UFAP UNSa Justice** a dans son ADN la lutte contre la privatisation des services publics et plaide a contrario pour un renforcement de la sécurisation des parcours professionnels dans les SPIP. Le service public doit retrouver ses lettres de noblesse.

**L'UFAP UNSa Justice revendique** les éléments suivants :

- **Stop à la délégation et à la privatisation des missions du SPIP !**





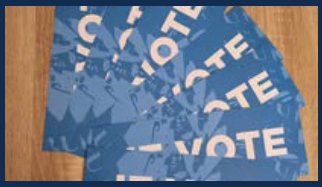




Il est urgent qu'un plan Marshall pour les SPIP voit le jour pour consolider nos effectifs et reprendre nos missions !

- **Fonctionnariat pour tous ! Stop à la précarisation de la fonction publique !** Un statut digne de ce nom pour les coordinateurs d'activité et des passerelles pour les contractuels CPIP, notamment par la voie du 3e concours. La consolidation des statuts pour les binômes MLRV.
- **CPIP placés :** améliorer les prises en charge RH, des missions claires. Concernant les remboursements de frais de déplacement et de logement, les textes doivent être revus à leur avantage.
- **RT-TIG :** une doctrine d'emploi claire, des périmètres d'action à échelle humaine, un renforcement des effectifs. Une meilleure reconnaissance de leurs droits et de leurs problématiques métiers au sein des DISP et leur maintien dans le giron hiérarchique du DPIPPR apparaissent essentielles.
- **Revalorisation des RF CPIP, des formateurs internes occasionnels** et obtenir de meilleures perspectives de carrières.
- **Redéfinition et revalorisation du rôle du psychologue SPIP :** création d'une fiche de poste nationale légitimant son action et précisant les contours de ses interventions auprès des autres personnels et, éventuellement, des PPSMJ.
- **Binômes de soutien :** mieux borner et périmètrer leur intervention : un seul établissement/service d'intervention. Une revalorisation salariale pour une meilleure attractivité.
- **Fin du SA « couteau suisse »** (RH, budget, gestion du parc voiturier, recueil des statistiques, petits travaux techniques dans les petits services...). Un recrutement dans le cadre du plan Marshall des SPIP pour mieux borner leur activité.
- **Valorisation du rôle des adjoints administratifs :** recrutements et fin de l'extension sans fin de leurs missions. Vigilance quant aux logiques liées à Sé2Pro, ce recyclage du projet « greffe en SPIP » qui ne profitera qu'aux hiérarchies. Les éternels oubliés de l'indemnitaire doivent avoir un traitement digne à la hauteur de leur engagement.
- **Retour au cœur de métier des ASE :** la gestion technique de la DDSE. Suppression sur la fiche de poste de la gestion des alarmes et des modifications horaires. (Cf. revendicatif national UFAP).
- **Fin de la multiplication des références thématiques** pour les CPIP.









## L'UFAP UNSa Justice,
## la voix de tous les personnels

Pour un nouvel horizon **pour les SPIP, reprenez votre destin en main !**
Ne **votez** pas pour des promesses mais **pour un engagement de terrain.**

Avec L'UFAP UNSa Justice,
exigez le respect, protégez vos métiers
et construisez votre avenir
face à une administration
qui vous divise pour mieux vous ignorer !

UFAP
UNSa Justice

Crédits photos : UFAP UNSa Justice

**ÉLECTIONS**
**Professionnelles**
**Du 3 au 10 décembre 2026**

**JE VOTE UFAP UNSa Justice**

UNSa Justice
L'action utile !